

PRÉFECTURE DE MAINE-ET-LOIRE

**DIRECTION DE L'INTERMINISTERIALITE
ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Bureau ICPE et de la Protection du patrimoine

Installation classée pour la protection de l'environnement

AUTORISATION

SARL GAY Père et Fils
à DOUE LA FONTAINE

DIDD – 2011 – n° 353

ARRÊTÉ

**Le Préfet de Maine-et-Loire,
Chevalier de la Légion d'honneur,**

Vu le Code de l'environnement dans sa partie législative, titre 1^{er} du livre V et dans sa partie réglementaire, titre 1^{er} du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 25 mars 2004 modifié fixant les règles générales de fonctionnement et les caractéristiques générales des installations des établissements zoologiques à caractère fixe et permanent, présentant au public des spécimens vivants de la faune locale ou étrangère soumis à autorisation au titre du livre V du Code l'environnement ;

Vu la demande formulée par Messieurs les Directeurs de la SARL GAY Père et Fils, dont le siège social est situé 103 rue de Cholet 49700 DOUE LA FONTAINE, afin de procéder à la modification d'un parc zoologique, par la création de nouveaux enclos et l'arrivée de nouvelles espèces, à la même adresse;

Vu les plans annexés au dossier ;

Vu l'arrêté d'enquête publique à laquelle il a été procédé du 20 décembre 2010 au 21 janvier 2011 sur la commune de DOUE LA FONTAINE ;

Vu l'arrêté de prorogation de délai à statuer du 18 mai 2011 ;

Vu les certificats d'affichage ;

Vu la délibération des conseils municipaux de DOUE LA FONTAINE, CONCOURSON sur LAYON et LES VERCHERS sur LAYON ;

Vu l'avis du commissaire enquêteur ;

Vu les avis du directeur régional des affaires culturelles des Pays de la Loire, du président du Parc naturel régional, de la déléguée territoriale de l'agence de santé, du directeur départemental du territoire, du directeur départemental des services d'incendie et de secours et du chef de centre de l'institut national de l'origine et de la qualité ;

Vu le rapport de la direction départementale de la protection des populations, inspection des installations classées du 26 avril 2011 ;

Vu l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques lors de sa séance du 26 mai 2011 ;

Considérant qu'au termes de l'article L.512.3 du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, les conditions jugées indispensables pour la protection des intérêts mentionnés à l'article L.512.1, les moyens d'analyses et de mesure en cas de sinistres sont fixés par l'arrêté d'autorisation ;

Considérant la vocation pédagogique de l'établissement et son rôle dans la conservation des espèces animales en danger ;

Considérant les modifications apportées à la structure générale du parc aux espèces d'animaux présents et aux conditions d'exploitation ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.512.2 du livre V du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture,

ARRÊTE

Art. 1er - Messieurs les Directeurs de la SARL GAY Père et Fils, dont le siège social est situé 103 rue de Cholet 49700 DOUE LA FONTAINE, sont autorisés à exploiter un parc zoologique ouvert au public, à la même adresse (parcelles YE50, YE51, YE125, YE126, YE127, YE128, YE 129, YE130, YE132, YE134, YE135, YE180, YE378, YE379, YE380, YE498, YE406, YE570, YE567, YE579).

Art. 2 - Cet établissement soumis à **AUTORISATION** est inscrit à la rubrique n° **2140** de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement "Établissement de présentation au public d'animaux appartenant à la faune sauvage".

Art. 3 - L'établissement est installé et géré conformément aux plans déposés et aux indications portées dans le dossier de demande d'autorisation. Sont autorisées la détention et la présentation au public de toutes les espèces de mammifères, d'oiseaux et de reptiles dont la liste est annexée au présent arrêté, sous réserve de la présence au sein de la société, d'une personne titulaire du certificat de capacité délivré par le Préfet de Maine et Loire pour les espèces considérées.

Tout projet de modification des installations, de leur mode d'utilisation ou de leur voisinage, doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet de Maine-et-Loire.

En cas de cessation d'activité, l'exploitant doit en informer le Préfet dès le mois qui suit. L'exploitant doit remettre, à ses frais, le site des installations dans un état tel qu'il ne se manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L.511.1 du livre V du Code de l'environnement.

Sans préjudice de l'application de la réglementation générale, les prescriptions du présent arrêté ne sont pas opposables à la mise en conformité aux prescriptions prévues par la réglementation spécifique et liées aux activités de l'établissement.

Art. 4 - Dispositions relatives aux installations

Toutes les dispositions sont prises pour assurer la sécurité du public. La séparation des animaux dangereux (Félinés, Ursinés, Caninés, Primates, Crocodiles, Rhinocéros, Girafes) et du public est garantie en permanence par des dispositifs adaptés. La liste des animaux dangereux est celle de l'annexe 3 de l'arrêté ministériel du 10 août 2004 modifié, fixant les conditions d'autorisation de détention d'animaux de certaines espèces non domestiques dans les établissements de présentation au public d'animaux d'espèces non domestiques.

Les parcs et leurs abords respectent les normes fixées par l'arrêté ministériel du 25 mars 2004 modifié fixant les règles générales de fonctionnement et les caractéristiques générales des installations des établissements zoologiques à caractère fixe et permanent, présentant au public des spécimens vivants de la faune locale ou étrangère.

4.1 - Clôtures et enclos :

Les limites de l'établissement sont matérialisées par une clôture extérieure d'une hauteur minimum de 1,80 mètres, distincte de celle des enclos réservés aux animaux, de nature à éviter toute évasion ou pénétration non contrôlée d'animaux ou de personnes.

Pour les parc d'animaux dangereux (autres que les ours à lunettes, les crocodiles, les girafes et les rhinocéros) les normes appliquées sont les suivantes :

- grillage simple torsion ;
- galvanisation de classe C ;
- maille 80 x 80 mm ;
- fil de diamètre 3,9 mm ;
- hauteur de 2 à 4 mètres suivant les espèces et comportant ou non un renvoi métallique d'un mètre de large à 90 degrés vers l'intérieur ;
- les baies vitrées de vision pour les lions et les tigres ont une épaisseur de 20 mm (666 x 4), pour les autres félins l'épaisseur est de 12 mm (66 x 2) (annexe).

Le grillage est pris au niveau du sol entre deux fers plats de 35 mm x 5 mm percés et boulonnés entre eux. Des équerres en fer en cornière boulonnées entre ces fers plats tous les 50 cm sont boulonnés dans les fondations en béton sous la clôture.

- Enclos des panthères : hauteur 4 mètres avec renvoi d'1 mètre à 90° vers l'intérieur du parc.
- Enclos des tigres : hauteur 3,50 mètres avec renvoi d'1 mètre à 90° vers l'intérieur du parc.
- Enclos des lions : hauteur 3 mètres avec renvoi d'1 mètre à 90 ° vers l'intérieur du parc.
- Enclos des guépards : hauteur 2 mètres avec renvoi de 50 cm à 45°.
- Enclos des loups à crinière : hauteur 2 mètres avec renvoi de 50 cm à 45°.
- Enclos des loutres géantes : grillages soudées, maille soudée de 50 mm de 2,50 m de haut avec retour intérieur à 45°.
- Parc des rhinocéros : l'ensemble des 3 parcs aux rhinocéros est encastré dans le sol de falun creusé de 1,75 m à 4,75 m, bordé de talus jusqu'à 4 mètres de hauteur.
- La grande volière : l'ensemble de la volière est encastré dans le sol de falun creusé jusqu'à 10 mètres avec implantation sur un axe central de 6 poteaux d'une hauteur de 20 mètres. L'ensemble de la volière est recouverte d'un filet tendu à 17 mètres de hauteur.

Chacun de ces moyens de contention sont vérifiés tout au long de l'année, de manière hebdomadaire par un responsable sécurité.

4.2 - Accès et séparation

Pour les espèces d'animaux dangereux, mise en place d'un sas d'entrée aux portes des enclos extérieurs des lions, ours, tigres, panthères, loups et loutres géantes.

Pour les accès aux bâtiments intérieurs des léopards, lynx, lions, tigres, guépards, loups, rhinocéros, girafes et ours, il est mis en place un sas avec commande d'éclairage et miroir permettant une visibilité accrue avant intervention du personnel.

Les portes d'accès aux abris et enclos ainsi que les portes des rambardes de sécurité et des loges sont cadénassées avec un système de clé unique. Un protocole spécifique d'intervention est appliqué pour l'accès à ces enclos et annexé au présent arrêté.

4.3 - Maîtrise de la végétation

La maîtrise de la végétation est assurée tant dans les enclos qu'à l'extérieur dans l'ensemble de l'enceinte du parc zoologique, de telle manière qu'elle ne porte pas atteinte à l'intégrité des clôtures, grillages et retours et ne nuise pas aux conditions de surveillance de leur état d'entretien et ne serve pas de point d'appui pour l'escalade des animaux (notamment dans l'enclos des ours à lunettes et les îlots des primates).

La fréquence et les modalités d'entretien font l'objet d'un protocole annexé au présent arrêté.

Art. 5 - Règlements de fonctionnement

L'établissement respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 25 mars 2004 modifié fixant les règles générales de fonctionnement et les caractéristiques générales des installations des établissements zoologiques à caractère fixe et permanent, présentant au public des spécimens vivants de la faune locale ou étrangère soumis à autorisation au titre du livre V du Code de l'environnement.

Art. 6 - Règles de surveillance

6.1 - Surveillance des animaux

L'exploitant met en œuvre une procédure de surveillance des animaux, définie en annexe du présent arrêté. Cela concerne l'entretien, l'état de santé et le comportement des animaux, afin de limiter les risques sanitaires et de prévenir toute conduite anormale et toute tentative d'évasion ou d'excitation.

L'ouverture du parc n'intervient qu'après vérification de l'absence d'anomalie.

Chaque soigneur a la responsabilité des animaux dont il a la charge; tout comportement anormal est signalé au responsable dès sa constatation ; les informations concernant les animaux sont consignées sur une fiche de rapport quotidien.

Sans préjudice des responsabilités exercées par les autres personnels, les titulaires du certificat de capacité exercent une surveillance permanente de l'établissement dans lequel ils sont affectés aux fins de mettre en œuvre et contrôler les dispositions prises en application de l'article L. 413-3 du Code de l'environnement.

Cette surveillance requiert l'occupation du poste à temps complet au sein de l'établissement, les absences des titulaires de certificat de capacité devant être limitées aux périodes légales de repos et de congé, aux périodes nécessaires à leur formation ainsi qu'aux déplacements à caractère professionnel.

L'exploitant tient informé le Préfet du département des accidents et des situations impliquant des animaux portant ou susceptibles de porter préjudice à la sécurité ou à la santé des personnes, telles les blessures infligées aux personnes ou les évasions d'animaux.

L'exploitant tient un registre des incidents et accidents dans lequel sont répertoriés et documentés en fonction des risques envers les personnes, les animaux ou l'environnement, les événements se déroulant sur le site (fuite d'animaux, accidents de visiteurs, incidents naturels, autres).

6.2 - Formation du personnel

L'effectif du personnel de l'établissement est en permanence suffisant pour permettre la mise en œuvre des dispositions du présent arrêté. Le personnel doit disposer d'une formation ou d'une expérience suffisante à la mise en œuvre des tâches qui lui sont confiées. Une formation spécifique sur la sécurité est suivie obligatoirement par tout le personnel de l'établissement et effectuée par le vétérinaire du site (4 personnes sont formées sur le site pour la sécurité et le secourisme au travail). Les employés du parc sont titulaires de l'AFPS (Attestation de Formation aux Premiers Secours). Un protocole spécifique de sécurité appelé "médical training" des animaux est réalisé selon les recommandations fixées en annexe du présent arrêté.

6.3 - Encadrement du public

Le nombre de visiteurs présents simultanément dans le parc est de plus 1500 personnes. Préalablement à toute ouverture quotidienne de l'établissement au public, un responsable vérifie la sécurité des enclos des animaux dangereux le long du parcours du public.

Le règlement intérieur précise les heures d'ouverture au public et les consignes de sécurité, il est affiché dans son intégralité, en différents points de l'établissement.

Pour les visites scolaires et des centres de vacances et de loisirs, l'exploitant s'assure du respect des prescriptions définies par le Ministère de l'éducation nationale ; il s'assure notamment de la surveillance de ces groupes dont la sécurité reste sous sa responsabilité.

La distribution de nourriture par les visiteurs est interdite, à l'exception des distributions organisées et contrôlées par les responsables de l'établissement.

Une signalisation appropriée, des annonces sonores et des interventions du personnel de surveillance avertissent le public de manière claire et répétée des dangers encourus.

En cas d'urgence, ces informations renseignent les visiteurs sur les consignes de sécurité et le plan de secours.

En cas de sinistre, les visiteurs se rendront vers les issues de secours appropriées en fonction de leur position dans le zoo.

Dans les lieux où il y a contact direct entre les animaux et le public, un dispositif de surveillance rend possible une intervention immédiate d'un agent de l'établissement en cas d'incident ; l'accès des enfants à ces lieux s'effectue sous la surveillance permanent d'un adulte.

La délimitation des zones de surveillance et les conditions de cette surveillance sont définies dans un protocole annexé au présent arrêté.

Le protocole d'encadrement du public fait l'objet d'une procédure écrite à l'usage du personnel, annexé au présent arrêté.

Art. 7 - Prévention des risques naturels

7.1 – Risque d'incendie

Les installations sont conçues de telle manière que le feu ne puisse se propager trop rapidement et trop facilement. Un entretien quotidien de la végétation (ratissage élagage) permet aux allées, aux anciennes carrières et aux rubans d'eau d'assurer un rôle pare-feu.

Tout brûlage à l'air libre est interdit.

Le réseau électrique est vérifié annuellement par une société qui remet un rapport des travaux à effectuer, annexé au présent arrêté.

Le plan d'évacuation, approuvé par la commission de sécurité des établissements ouverts au public, détermine le nombre et l'emplacement des extincteurs et des locaux de secours, les circuits d'évacuation et les issues de secours.

La défense extérieure contre l'incendie est complétée par un poteau d'incendie de 100 mm de diamètre (norme NFS 61.213) raccordé sur une canalisation assurant un débit de 1000 litres par minute, sous une pression dynamique de 1 bar et implanté à proximité de la sortie de secours n° 4.

Cet appareil devra être situé en bordure de la voie ou tout au plus à 5 mètres de celle-ci et réceptionné par l'installateur dès sa mise en eau (norme NFS 62.200 article 7).

La défense contre l'incendie sera assurée par une réserve naturelle ou artificielle de 120 m³ conforme aux dispositions réglementaires. Celle-ci répondra aux caractéristiques suivantes :

- la hauteur géométrique d'aspiration ne sera pas, dans les conditions les plus défavorables, supérieure à 6 mètres ;
- la superficie de l'aire d'aspiration sera au minimum de 32 m² (8 m x 4 m) ;
- des matériaux durs constitueront l'aire en question ;
- une bordure sera aménagée du côté du point d'eau ;
- une pente douce (2 cm par mètre) permettra l'évacuation constante de l'eau refroidissement des moteurs ;
- un panneau signalera cette réserve mise en place (lettres rouges sur fond blanc précisant sa capacité) ;
- au maximum 200 mètres la sépareront de l'entrée principale du bâtiment par les voies praticables.

7.2 - Risques géologiques

Les espaces souterrains et les falaises de l'enceinte du parc sont entretenues et surveillées afin d'assurer durablement la sécurité des visiteurs.

Les crêtes et les parties supérieures des falaises sont nettoyées de toutes instabilités potentielles de roches ou de végétation, les arbres de haut jet près des bords sont supprimés.

Des barrières suffisamment défensives sont installées dans les zones où se présentent des risques de chute et notamment là où le dénivelé est supérieur à 1 mètre.

Pour tous les travaux où l'intégrité de la roche est concernée (falaise, sous-sol, tunnels), il est fait appel à une société d'ingénierie géologique aux fins d'expertise.

Une expertise géologique quinquennale du site est assurée par un géo-technicien, le rapport de visite est transmis à la commission de sécurité des établissements recevant du public.

Art. 8 - Plan de secours et d'intervention

L'exploitant élabore un plan de secours et de soins médicaux d'urgence

Ce plan définit les conduites à tenir en cas d'incendie ou de fuite d'animaux dangereux, les zones de surveillance et le balisage vers les issues de secours ainsi que les procédures d'évacuation des visiteurs.

Les plans d'intervention facilitant les accès de secours extérieurs ont été distribués au Centre de secours de : DOUÉ-LA-FONTAINE, MONTREUIL BELLAY, MARTIGNÉ BRIAND, VIHIER, SAUMUR, GENDARMERIE DE DOUÉ-LA-FONTAINE.

En cas d'urgence, ces informations renseignent les visiteurs sur les consignes de sécurité et le plan de secours. Le Protocole Général d'Urgence fait l'objet d'une procédure écrite, annexé au présent arrêté.

8.1 - Moyens de communication et alerte

Le personnel de surveillance est muni en permanence de moyens de communication interne et si nécessaire, de moyens d'éclairage autonomes, avec station de base située à l'accueil, réseau téléphonique et postes mobiles répartis suivant les modes de surveillance.

Le surveillant donne l'alarme par téléphone aux responsables présents qui préviennent le responsable de l'accueil ; ce dernier donne l'alerte dès réception du message en prévenant les secours, pompiers et gendarmes et informe le public par des annonces sonores des mesures de sécurité et d'évacuation mises en œuvre.

8.2 - Fuite d'animaux dangereux

Un protocole d'urgence en cas de fuite d'animaux dangereux est annexé au présent arrêté. Les animaux sont inscrits dans l'une des trois catégories avec les implications suivantes :

- **catégorie A** : Abattage si besoin (Tigres, Lions, Léopards, Rhinocéros) ;
- **catégorie B** : Capture avec système d'abattage mis en place en cas de nécessité (Guépards, Loups à crinière, loutres géantes, Girafes) ;
- **catégorie C** : Capture (Primates, grues, vautours, gazelles).

Pour les trois catégories, le personnel doit être habilité à suivre les protocoles lorsque présents et à utiliser les systèmes de rentrée et de sortie des animaux.

L'accès de l'armement et son utilisation sont autorisés prioritairement au directeur, au vétérinaire et aux chefs animaliers. Dans le cas d'espèces moins dangereuses, la procédure de rattrapage s'effectue au filet ou au fusil hypodermique. En cas de fuite d'un animal, l'établissement prévient aussitôt la Gendarmerie de DOUE LA FONTAINE.

8.3 – Incendie

Un protocole d'urgence en cas d'incendie est annexé au présent arrêté Soins d'urgence

8.4 - Soins d'urgence

Deux locaux de secours disposant de brancard, couverture de survie, table d'examen, chaises, eau et trousse d'urgence sont aménagés, à l'infirmerie et dans le local jouxtant le parc des manchots. Des bâtiments sont réquisitionnés si besoin dans le plan de secours comme étant des zones refuges : les deux locaux de secours ainsi le restaurant camp des girafes et le bâtiment d'accueil.

8.5 - Entreposage du matériel de capture et des armes

Les armes sont stockées avec les munitions nécessaires, soit à l'infirmerie équipée d'un fusil de chasse de calibre 16, soit dans le local des manchots équipé d'une carabine de calibre 9.3.62.

Art. 9 – Prévention de la pollution de l'eau

9.1 - Approvisionnement en eau

Le circuit d'évacuation des eaux est de type séparatif. Le circuit d'évacuation des eaux usées est raccordé au réseau urbain de la commune de DOUE LA FONTAINE et traité par la station municipale.

Les dispositions réglementaires relatives aux forages sont applicables au forage de l'installation

9.2 - Traitement des eaux usées

Les installations non raccordées sur le réseau collectif disposent chacune d'un assainissement autonome comportant bacs de décantation, fosse toutes eaux étanches et tranchée filtrante ou puisard. Les fosses sont nettoyées et vidangées au moins quatre fois par an.

L'eau des bassins, des loutres, manchots et hippopotames, au moment des vidanges, n'est pas mélangée aux effluents ou aux eaux de pluie. Les eaux usées sont acheminées vers les fosses par trois pompes telles que définies dans l'étude d'impact du dossier de demande d'ouverture.

Les produits toxiques utilisés pour le traitement de l'eau sont stockés dans un bâtiment fermant à clef réservé à cet effet. Ce bâtiment repose sur une dalle de béton et est enduit intérieurement pour l'étanchéité. Les produits sont stockés dans leur emballage de vente.

Le fuel est stocké sur une cuve de rétention d'un volume au moins équivalent à celui de la cuve contenant le produit stocké.

Les circuits d'eau de la ville et du puits sont séparés, une vanne bipse coupe les compteurs du reste du réseau. Des vannes anti-retour sont installées à chaque compteur.

L'eau de pluie s'infiltre naturellement dans le sol.

En cas de forte pluie, cinq puisards constitués de couches de gravier, de profondeur variable (0,8 mètre à 1,10 mètres), d'une couche géotextile à 10 cm, recouvert de sable coquiller (falun), collectent les eaux de pluie ruisselant sur les aires bétonnées et lors des précipitations abondantes. Il sont positionnés comme indiqué sur le plan d'ensemble du parc.

Aux abords des affleurements de la nappe phréatique, toutes les précautions sont prises pour éviter le rejet direct des eaux de pluie, susceptibles d'être souillées, dans la nappe.

L'eau entourant les îles circule en circuit fermé et ne peut s'infiltrer dans le sol du fait de l'isolation par des bâches maintenues étanches.

Dans un délai de cinq ans à la date de signature du présent arrêté, les systèmes d'assainissement autonomes des abris de détention des animaux sont supprimés. Les tranchées filtrantes et les puisards sont

comblés et les eaux usées non épurées sont stockées en fosse étanche et traités par tout système autorisé.

Art. 10 – Élimination des déchets

Les fumiers sont stockés sur une plate forme étanche de 65 m³ munie d'un système de récupération et de stockage des jus. La durée de stockage est de 4 mois. L'élimination du fumier fait l'objet d'un plan d'épandage agricole sur culture non maraîchère annexé au présent arrêté.

Les déchets d'origine animale telles que les cadavres d'animaux, les déchets carnés sont enlevés une fois par mois par une société d'équarrissage.

Les déchets végétaux issus de la taille sont soit distribués aux animaux herbivores, soit éliminés une à deux fois par an pour compostage par une entreprise.

Les déchets banaux et de tri sélectif sont recueillis par le service municipal de ramassage des poubelles.

Art. 11 - Prévention des bruits et des vibrations

Les installations doivent être construites, équipées et exploitées de façon telles que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les émissions sonores des véhicules, matériels et engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement répondent aux normes de la réglementation en vigueur ;

L'usage de tous les appareils de communication par voie acoustique (sirènes, bandes sonores, avertisseurs) est fait avec mesure sans produire de nuisances gênante pour le voisinage et est réservé essentiellement à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Art. 12 – Hygiène et sécurité du personnel et du public

L'exploitant doit se conformer aux dispositions édictées par le code du travail et aux textes pris pour son application, dans l'intérêt de l'hygiène et la sécurité des employés, en ce qui concerne les mesures générales de protection et de salubrité applicables ; à tous les établissements assujettis.

Lors de l'utilisation de produits dangereux, le personnel est tenu de porter des vêtements et matériel de protection (gants, tablier, lunettes, masque à CO₂) et un rappel annuel des mesures d'hygiène est réalisé dans le cadre de la formation continue.

Le personnel utilise régulièrement tout au long de la journée un savon antiseptique et bactéricide ; les vêtements de travail sont fournis par l'établissement et régulièrement entretenus.

Le personnel du parc zoologique est suivi annuellement par la médecine du travail.

Art.13 – Information du public – Pédagogie

L'établissement doit promouvoir l'éducation et la sensibilisation du public en ce qui concerne la nature, la biologie des espèces et la conservation de la diversité biologique, notamment en fournissant des renseignements sur les espèces exposées et leur habitats naturels.

Les informations délivrées au public sont présentées de manière claire et pédagogique.

Art.14 – Participation aux actions de conservation des espèces animales

L'établissement participe à la recherche, dont les résultats bénéficient à la meilleure connaissance et à la conservation des espèces et/ou à la formation pour l'acquisition de qualifications en matière de conservation et/ou à l'échange d'informations sur la conservation des espèces et/ou le cas échéant, à la reproduction en captivité, au repeuplement et à la réintroduction d'espèces dans les habitats sauvages.

A intervalles réguliers, n'excédant pas trois ans l'exploitant de l'établissement fournit au Préfet, un rapport faisant état des actions entreprises en application du présent chapitre.

Aux fins d'assurer le maintien de la qualité génétique des populations hébergées, l'établissement participe aux échanges d'animaux qui favorisent la gestion et la conservation des populations animales captives. Il contribue à cette fin aux activités des programmes nationaux, européens ou internationaux d'élevage lorsqu'ils détiennent des animaux des espèces concernées par ces programmes.

Art.15 - Un exemplaire du présent arrêté doit être affiché en permanence de façon visible à l'intérieur de l'établissement par le pétitionnaire.

Art.16 - Une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie de DOUE LA FONTAINE et un extrait, énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché à la porte de ladite mairie pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par le maire de DOUE LA FONTAINE et envoyé à la préfecture.

Art.17 - Un avis, informant le public de la présente autorisation, est inséré par les soins de la préfecture et aux frais de Messieurs les Directeurs de la SARL GAY Père et Fils dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

Art.18 - Le texte complet du présent arrêté peut être consulté à la préfecture de Maine et Loire, à la sous-préfecture de SAUMUR et dans les mairies de DOUE LA FONTAINE, CONCOURSON SUR LAYON et LES VERCHERS SUR LAYON.

Art.19 - Les prescriptions du présent arrêté se substituent à celles des arrêtés préfectoraux des 15 janvier 2001 et 14 octobre 2005.

Art. 20 - Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de SAUMUR, le maire de DOUE LA FONTAINE, les inspecteurs des installations classées et le commandant du groupement de gendarmerie de Maine-et-Loire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ANGERS, le 8 JUL. 2011

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général de la préfecture


Alain ROUSSEAU

Délais et voies de recours : Conformément aux dispositions des articles L.515-27 du code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Nantes. Le délai de recours est pour les tiers, personnes physiques ou morales, communes intéressées ou leurs groupements d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de la présente décision, le délai est prorogé de six mois à compter de la mise en service de l'installation. Pour le demandeur ou l'exploitant, le délai est de deux mois et commence à courir du jour de la notification du présent arrêté.

DOUE - LA - FONTAINE

(Maine et Loire)

Propriété de Monsieur Pierre GAY

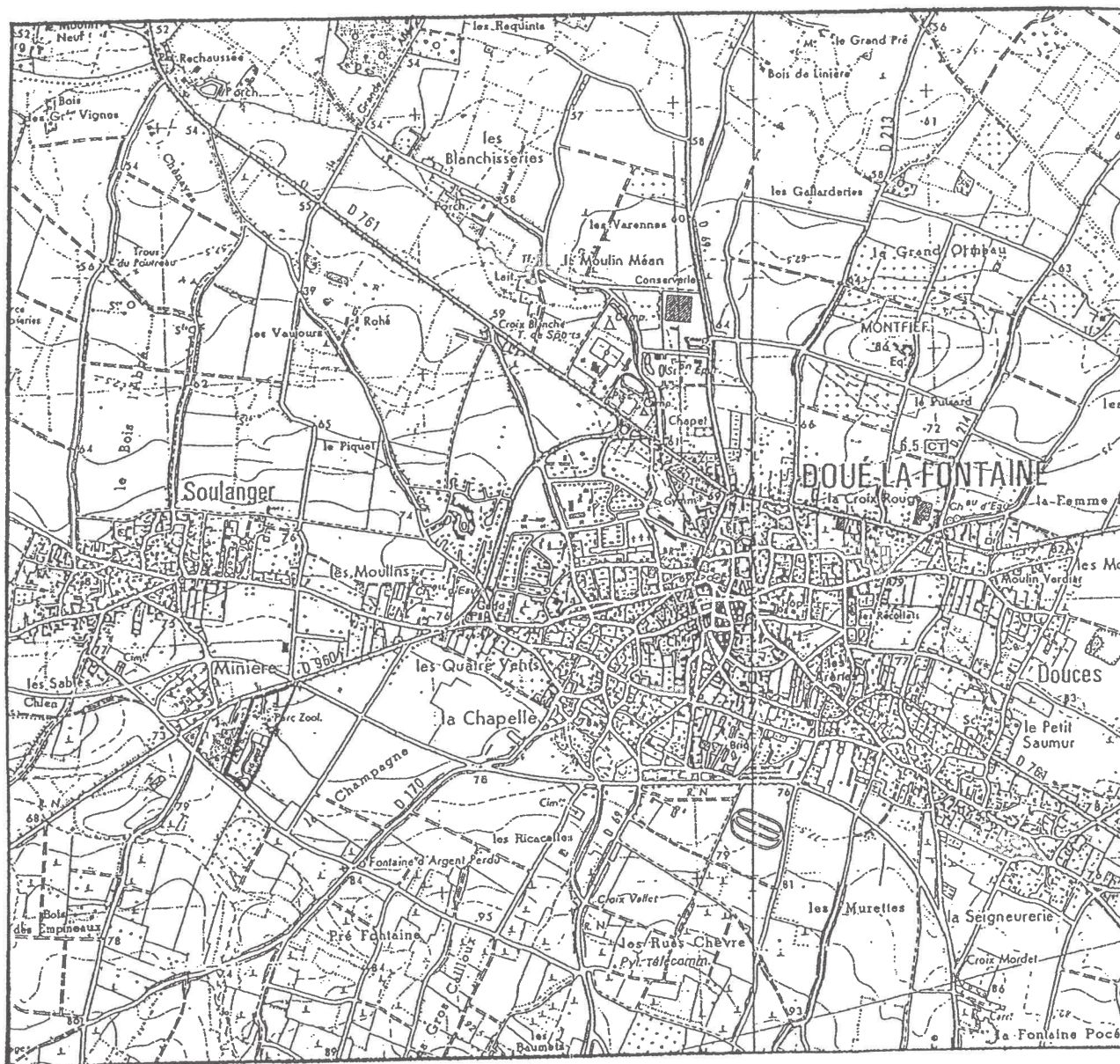
Vu pour être annexé
à l'arrêté
en date du - 8 JUIL. 2011
ANGERS, le - 8 JUIL. 2011
Le Préfet,

Pour le préfet et par délégation
l'adjoint administratif

PARC ZOOLOGIQUE

Plan de Situation

Brigitte MATHIEN



Echelle : 1/25000



Vu pour être annexé
à l'arrêté

en date du - 8 JUL. 2011

ANGERS, le - 8 JUL. 2011

Pour le préfet et par délégation
l'adjoint administratif

Brigitte MATHIEN
DOUE LA FONTAINE
(Maine et Loire)

Parc Zoologique
Plan des Abords
N°2

Echelle 1/2500

Vu pour être annexé
à l'arrêté
en date du - 8 JUIL. 2011
ANGERS, le - 8 JUIL. 2011
Le Préfet,
Pour le préfet et par délégation
l'adjoint administratif

3- Animaux présents au zoo de Doué

3.1- Inventaire des animaux et effectif

Le Tableau III présente l'inventaire des animaux du Bioparc.

Tableau III Espèces et effectifs Bioparc -Zoo de Doué, février 2009

► Les reptiles

NOM FRANCAIS	NOM LATIN	EFFECTIF	IUCN	EEP / ESB
Tortue radiée	<i>Astrochelys radiata</i>	7	CR	ESB
Tortue géante des Marais	<i>Heosemys grandis</i>	2	VU	EEP
Tortue de Floride	<i>Trachemys scripta elegans</i>	XX	/	/
Iguane vert	<i>Iguana iguana</i>	4	/	/
Anaconda	<i>Eunectes murinus</i>	3	/	/
Crocodile à front large	<i>Osteolaemus tetraspis</i>	2	VU	ESB

► Les oiseaux

NOM FRANCAIS	NOM LATIN	EFFECTIF	Liste Rouge IUCN	EEP / ESB
Manchot de Humboldt	<i>Spheniscus humboldti</i>	17	VU	EEP
Cigogne blanche	<i>Ciconia ciconia</i>	4	LC	/
Ibis rouge	<i>Eudocimus ruber</i>	42	LC	/
Ibis chauve	<i>Geronticus eremita</i>	39	CR	EEP
Ibis falcinelle	<i>Plegadis falcinellus</i>	13	LC	/
Spatule rose	<i>Ajaia ajaja</i>	4	LC	/
Flamant du Chili	<i>Phoenicopterus chilensis</i>	80	NT	/
Flamant rouge	<i>Phoenicopterus ruber ruber</i>	20	LC	/
Bernache nonette	<i>Branta leucopsis</i>	4	LC	/
Bernache à crinière	<i>Chenonetta jubata</i>	1	LC	/
Bernache à cou roux	<i>Branta ruficollis</i>	2	EN	/
Oie armée de Gambie	<i>Plectropterus gambensis</i>	3	LC	/
Condor des Andes	<i>Vultur gryphus</i>	1	NT	EEP
Vautour moine	<i>Aegypius monachus</i>	4	NT	EEP
Vautour fauve	<i>Gyps fulvus</i>	11	LC	ESB
Vautour percnoptère	<i>Neophron percnopterus percnopterus</i>	2	EN	EEP
Grue de Mandchourie	<i>Grus japonensis</i>	2	EN	EEP
Grue à cou blanc	<i>Grus vipio</i>	2	VU	EEP
Grue couronnée noire	<i>Balearica pavonina pavonina</i>	2	NT	ESB
Amazone à front bleu	<i>Amazona aestiva</i>	1	LC	/
Amazone à nuque jaune	<i>Amazona auropalliata</i>	1	LC	/
Ara Hyacinthe	<i>Anodorhynchus hyacinthinus</i>	5	EN	EEP
Ara de Lafresnaye	<i>Ara rubrogenys</i>	4	EN	EEP
Ara à ailes vertes	<i>Ara chloroptera</i>	6	LC	/

Ara rouge	<i>Ara macao</i>	2	LC	/
Ara militaire	<i>Ara militaris mexicana</i>	1	VU	ESB
Calao bicorne	<i>Buceros bicornis</i>	2	NT	EEP

► Les mammifères

NOM FRANCAIS	NOM LATIN	EFFECTIF	IUCN	EEP / ESB
Renard volant d'Asie	<i>Pteropus lylei</i>	55	VU	/
Vari roux	<i>Varecia variegata rubra</i>	4	EN	EEP
Vari noir et blanc	<i>Varecia variegata variegata</i>	2	CR	EEP
Tamarin lion doré	<i>Leontopithecus rosalia</i>	4	EN	EEP
Tamarin à mains rousses	<i>Saguinus midas midas</i>	8	LC	EEP
Atèle noir de Colombie	<i>Ateles fusciceps rufiventris</i>	8	CR	EEP
Atèle marimonda	<i>Ateles hybridus</i>	3	CR	EEP
Saïmiri à tête noire	<i>Saimiri boliviensis boliviensis</i>	10	LC	EEP
Saki à face blanche	<i>Pithecia pithecia</i>	5	LC	EEP
Cercopithèque diane de Roloway	<i>Cercopithecus diana Roloway</i>	2	EN	EEP
Gibbon à favoris roux	<i>Nomascus gabriellae</i>	4	EN	EEP
Gibbon à mains blanches	<i>Hylobates lar</i>	3	EN	ESB
Siamang	<i>Hylobates syndactylus</i>	3	EN	ESB
Loup à crinière	<i>Chrysocyon brachyurus</i>	3	NT	EEP
Panda roux	<i>Ailurus fulgens fulgens</i>	2	VU	EEP
Ours à lunettes	<i>Tremarctos ornatus</i>	4	VU	EEP
Loutre naine d'Asie	<i>Aonyx cinerea</i>	2	VU	/
Loutre géante	<i>Pteronura brasiliensis</i>	2	EN	EEP
Guépard	<i>Acinonyx jubatus</i>	3	VU	EEP
Lynx d'Europe	<i>Lynx lynx</i>	2	LC	ESB
Lion	<i>Panthera leo</i>	3	VU	/
Léopard de Sri Lanka	<i>Panthera pardus kotiya</i>	2	EN	EEP
Léopard de Perse	<i>Panthera pardus saxicolor</i>	3	EN	EEP
Tigre de Sumatra	<i>Panthera tigris sumatrae</i>	2	CR	EEP
Panthère des neiges	<i>Uncia uncia</i>	2	EN	EEP
Zèbre de Grévy	<i>Equus grevyi</i>	3	EN	EEP
Zèbre de plaine	<i>Equus burchelli</i>	1	LC	/
Hippopotame pygmée	<i>Hexaprotodon liberiensis</i>	3	EN	EEP
Pudu du Chili	<i>Pudu puda</i>	2	VU	EEP
Rhinocéros noir	<i>Diceros bicornis mickaeli</i>	4	CR	EEP
Gazelle dama	<i>Gazella dama ruficollis</i>	4	CR	EEP
Gazelle dorcas	<i>Gazella dorcas neglecta</i>	3	VU	EEP
Girafe d'Afrique centrale	<i>Giraffa camelopardalis antiquorum</i>	7	LC	EEP
Chèvre naine du Sénégal	<i>Capra hircus</i>	12	/	/
Mouton du Cameroun	<i>Ovis ammon</i>	9	/	/
Alpaga	<i>Lama pacos</i>	18	/	/

Vu pour être annexé
à l'arrêté
en date du - 8 JUIL 2011
ANGERS, le - 8 JUIL 2011
Le Préfet,
Pour le préfet et par délégation
l'adjoint administratif

psj

Brigitte MATHIEN

I - PREAMBULE

ARTICLE 1

1.1 - Conformément à la loi (Art. L. 122-33 du Code du Travail), ce règlement fixe les règles de discipline intérieure en rappelant les garanties dont leur application est entourée et précise certaines dispositions d'hygiène et de sécurité.

1.2 - Destiné à organiser la vie dans l'entreprise dans l'intérêt de tous, il s'impose à chacun dans l'entreprise.

1.3 - Les dispositions de ce règlement s'appliquent également aux intérimaires, aux stagiaires et à toute personne qui exécute un travail dans l'entreprise.

1.4 - Seules les dispositions de ce règlement relatives à la sécurité générale et à l'hygiène s'applique au personnel de la COMREST, entreprise gérant la restauration au sein de l'entreprise.

II - DISPOSITIONS RELATIVES A LA DISCIPLINE

ARTICLE 2 - Horaire de travail

2.1 - Les salariés travaillent 35 H par semaine selon l'accord d'entreprise applicable depuis le 13/03/1999. L'organisation du travail dépend des postes.

Les horaires d'embauche et de débauche sont variables dans la limite des horaires d'ouverture du Zoo 8H00- 19H30.

L'organisation du travail est à la charge des responsables d'équipe.

Un effectif minimal d'au moins 5 animaliers doit être respecté pour le bon fonctionnement du zoo.

2.2 - Les salariés doivent respecter le planning et l'horaire de travail de l'entreprise.

2.3 - La durée du travail s'entend en travail effectif ; ce qui implique que chaque salarié se trouve à son poste aux heures fixées pour le début et la fin du travail.

2.4 - Congés payés. L'organisation des équipes de travail doit prévoir un effectif minimal permettant d'effectuer le travail dans les conditions normales. Compte tenu du caractère saisonnier les congés payés devront être pris en partie entre le mois d'octobre et de mars. Au moins deux semaines seront prises entre le 1^{er} mai et le 31 octobre. Le planning des vacances doit être validé par le responsable de chaque service.

ARTICLE 3 - Accès à l'entreprise

3.1 - L'entrée et la sortie de l'entreprise s'effectuent par le 103, rue de Cholet à Doué-La-Fontaine.

3.2 - Le personnel n'a accès aux locaux de l'entreprise que pour l'exécution de son contrat de travail, sous réserve d'une autorisation de l'employeur ou des dispositions relatives aux représentants du personnel et aux représentants syndicaux.

3.3 - Il est interdit au personnel d'introduire ou de faire introduire dans l'entreprise des personnes étrangères à celle-ci sans raison de service sous réserve des dispositions relatives aux représentants du personnel et aux représentants syndicaux ou d'une autorisation de l'employeur.

ARTICLE 4 - Sorties pendant les heures de travail

4.1 - Les sorties autres que professionnelles pendant les heures de travail doivent être exceptionnelles. Elles sont subordonnées à une autorisation de l'employeur sous réserve des dispositions relatives aux représentants du personnel et aux représentants syndicaux.

ARTICLE 5 - Usage du matériel de l'entreprise

5.1 - Tout membre du personnel est tenu de conserver en bon état, d'une façon générale, tout matériel qui lui est confié en vue de l'exécution de son travail.

Il ne doit pas utiliser ce matériel à d'autres fins et notamment des fins personnelles.

Toute personne est responsable du véhicule qu'elle utilise. La vitesse maximale autorisée dans le parc est de 5 KM/H ; les conducteurs sont tenus de faciliter le passage des visiteurs.

Les prescriptions relatives aux mesures et précautions à prendre pour l'usage, l'entretien et le nettoyage du matériel et des machines doivent être scrupuleusement respectées.

5.2 - Aucun matériel appartenant à l'entreprise ne peut être emprunté à titre personnel sans l'autorisation du Directeur ou du Responsable Technique.

ARTICLE 6 - Usage des locaux de l'entreprise

6.1 - Les locaux de l'entreprise sont réservés exclusivement aux activités professionnelles de ses membres.

Il est interdit :

- d'introduire dans les lieux de travail des objets et des marchandises destinées à y être vendus ;
- de faire circuler sans autorisation de l'employeur, des listes de souscription et de collecte. La collecte des cotisations syndicales et la diffusion des publications et tracts syndicaux peuvent être faites sans autorisation dans les conditions légales prévues.

6.2 - L'affichage sur les murs est interdit en dehors des panneaux réservés à cet effet. Les affiches et notes de service apposées ne doivent pas être lacérées ou détruites.

ARTICLE 7 - Exécution des activités professionnelles

7.1 - Dans l'exécution des tâches qui lui sont confiées, chaque membre du personnel est tenu de respecter les instructions qui lui sont données par ses supérieurs hiérarchiques sous peine de sanctions.

ARTICLE 8 - Retards Absences

8.1 - Tout retard doit être justifié auprès de l'employeur
Les retards réitérés non justifiés peuvent entraîner les sanctions prévues par l'article 10 du présent règlement.

8.2 - Toute absence doit, sauf impossibilité absolue, faire l'objet d'une autorisation préalable de l'employeur sous réserve des dispositions relatives aux représentants du personnel et aux représentants syndicaux. Elle ne sera pas accordée si l'effectif minimal permettant le bon fonctionnement du Zoo n'est pas atteint.

8.3 - Toute absence doit, pour maladie ou accident, sauf en cas de force majeure, être justifiée dans les 48 heures par l'envoi d'un certificat médical indiquant la durée probable de l'absence.

8.4 - Toute absence autre que l'absence pour maladie ou accident doit être justifiée dans les 3 jours, sauf cas de force majeure et sous réserve des dispositions relatives aux représentants du personnel et aux représentants syndicaux.

ARTICLE 9 - Interdiction et sanction du harcèlement sexuel

9.1 - L'article L. 122-46 du Code du Travail dispose que :

Aucun salarié ne peut être sanctionné, ni licencié pour avoir subi ou refusé de subir des agissements de harcèlement d'un employeur, de son représentant ou de toute personne qui, abusant de son autorité que lui confèrent ses fonctions, a donné des ordres, proféré des menaces, imposé des contraintes ou exercé des pressions de toute nature sur le salarié dans le but d'obtenir des faveurs de nature sexuelle à son profit ou au profit d'un tiers.

Aucun salarié ne peut être sanctionné, ni licencié pour avoir témoigné des agissements définis ci-dessus ou pour les avoir relatés.

Toute disposition ou tout acte contraire est nul de plein droit.

9.2 - Tout salarié ayant procédé aux agissements définis à l'article L. 122-46 du Code du Travail sera passible de l'une des sanctions énumérées à l'article 10 du présent règlement en application de l'article L. 00122-47 du Code du Travail.

III - SANCTIONS ET DROITS DE LA DEFENSE DES SALARIES

ARTICLE 10 - Sanctions disciplinaires

10.1 - Tout agissement considéré comme fautif pourra, en fonction de sa gravité, faire l'objet de l'une ou l'autre des sanctions classées ci-après par ordre d'importance. Cela va du non respect des instructions données par un supérieur à la faute grave entraînant un danger pour l'homme ou l'animal.

10.2 - Tenant compte des faits et circonstances, la sanction sera prise sans suivre nécessairement l'ordre de ce classement.

- Avertissement : observation écrite destinée à attirer l'attention.
- Mise à pied disciplinaire de 5 jours maximum : suppression temporaire du contrat sans rémunération.
- Licenciement disciplinaire.

ARTICLE 11 - Droits de la défense

11.1 - Toute sanction sera motivée et notifiée par oral puis par écrit au salarié.

11.2 - En outre, toute sanction sauf s'il s'agit d'un avertissement qui n'a pas d'incidence immédiate ou non sur la présence dans l'entreprise, la fonction, la carrière ou la rémunération du salarié, sera entourée des garanties de procédure prévues par les articles L.122-41, R. 122-17, R. 122.19 du Code du Travail.

A savoir :

L. 122-41 du Code du Travail :

Aucune sanction ne peut être infligée au salarié sans que celui-ci soit informé dans le même temps et par écrit des griefs retenus contre lui.

Lorsque l'employeur envisage de prendre une sanction, il doit convoquer le salarié en lui indiquant l'objet de la convocation, sauf si la sanction envisagée est un avertissement ou une sanction de même nature qui n'a pas d'incidence, immédiate ou non, sur la présence dans l'entreprise, la fonction, la carrière ou la rémunération du salarié. Au cours de l'entretien, le salarié peut se faire assister par une personne de son choix appartenant au personnel de l'entreprise ; l'employeur indique le motif de la sanction envisagée et recueille les explications du salarié. La sanction ne peut intervenir moins d'un jour franc ni plus d'un mois après le jour fixé pour l'entretien. Elle doit être motivée et notifiée à l'intéressé.

Lorsque l'agissement du salarié a rendu indispensable une mesure conservatoire de mise à pied à effet immédiat, aucune sanction définitive, relative à cet agissement, ne peut être prise sans que la procédure prévue à l'alinéa précédent ait été observée.

R. 122-17 du Code du Travail :

La convocation prévue au deuxième alinéa de l'article L. 122-41 indique l'objet de l'entretien entre l'employeur et le salarié.

Elle précise la date, l'heure et le lieu de cet entretien ; elle rappelle que le salarié peut se faire assister par une personne de son choix appartenant au personnel de l'entreprise.

Cette convocation est écrite. Elle est soit remise en main propre contre décharge dans le délai de deux mois fixé au premier alinéa de l'article L.122-44, soit adressée par lettre recommandée envoyée dans le même délai.

R 122-18 du Code du Travail :

La sanction mentionnée au deuxième alinéa de l'article L. 122-41 fait l'objet d'une décision écrite et motivée.

La décision est notifiée au salarié soit sous la forme d'une lettre remise en main propre de l'intéressé contre décharge, dans le délai d'un mois fixé par l'alinéa de l'article L.122-41 précité, soit par l'envoi, dans le même délai, d'une lettre recommandée.

R122-19 du Code du Travail :

Le délai d'un mois prévu au deuxième alinéa de l'article L.122-41 expire à vingt quatre heures le jour du mois suivant qui porte le même quantième que le jour fixé pour l'entretien. A défaut d'un quantième identique, le délai expire le dernier jour du mois suivant à vingt quatre heures. Lorsque le dernier jour de ce délai est un samedi, un dimanche ou un jour férié ou chômé, le délai est prorogé jusqu'au premier jour ouvrable suivant.

Les mêmes dispositions sont applicables au délai de deux mois prévu au premier alinéa de l'article L.122-44.

IV - HYGIENE ET SECURITE

ARTICLE 12 - Hygiène

12.1 - Il est interdit de pénétrer ou de demeurer dans l'établissement en état d'ivresse ou sous l'emprise de la drogue.

Il est également interdit d'introduire ou de distribuer sur les lieux de travail de la drogue ou des boissons alcoolisées.

12.2 - Pour une concentration optimale durant les heures de travail, nécessaire à la sécurité des animaux, du personnel et des visiteurs, il est interdit :

- de consommer de l'alcool, des drogues ou substances illicites ou des médicaments altérant la concentration de manière importante, avant ou pendant le travail.
- et pour le personnel technique et animalier d'utiliser un téléphone portable pendant les heures de travail.

Afin de faire respecter ces consignes, un avertissement sera donné à toute personne contrevenante. Les téléphones portables portés par le personnel pendant les heures de travail seront confisqués pendant les horaires de travail.

12.3 - La consommation de boissons alcoolisées sur les lieux de travail est interdite sauf dans des circonstances exceptionnelles et avec l'accord de l'employeur.

12.4 - Il est interdit de prendre ses repas sur les lieux de travail excepté dans les lieux qui leur sont dévolus : salle café et vestiaires. Les salariés sont tenus de respecter ces lieux.

12.5 - Le personnel dispose d'armoires vestiaires individuelles munies d'une serrure ou d'un cadenas.

Ces armoires vestiaires doivent être maintenues en état de propreté constante.

12.6 - Les employés sont tenus d'observer les règles d'hygiène élémentaires :

- L'employeur met à disposition une tenue de travail et des chaussures de travail. Pour des raisons de risques de contamination, les salariés en contact avec les animaux doivent changer de tenue et de chaussures avant et après le service.
- Lavage des mains avant et après le service, ainsi que avant chaque préparation de repas d'animaux
- Port de gants lors de travail avec des animaux pouvant potentiellement transmettre des maladies
- Exécution et respect des plannings de désinfection et d'hygiène de tous les lieux où séjournent même temporairement les animaux du Zoo.

12.7 - Pour sa sécurité le personnel est tenu de porter obligatoirement le matériel de protection et de suivre les mesures de prévention des accidents du travail sous peine de sanction.

12.8 - Les zones de travaux (cuisines des animaux, atelier, zone de chantiers et de stockage) doivent être rangés et nettoyées régulièrement.

ARTICLE 13 - Sécurité et prévention

13.1 - Chaque membre du personnel doit prendre connaissance des consignes de sécurité, note de service relatives à la sécurité qui sont affichées et avoir conscience de la gravité des conséquences passibles de leur non respect.

13.2 - Le travail avec les animaux implique le respect des procédures spécifiques à chaque espèce.

Seules les personnes habilitées peuvent travailler dans les secteurs animaliers. Les soigneurs sont tenus de respecter les procédures de travail et d'urgence. Tout manquement observé sera sanctionné.

13.3 - Les équipements de travail, les équipements de protection individuelle et les substances et préparations dangereuses doivent être utilisés dans les conditions adéquates (se référer au document unique) :

- Ex :
- Port de lunettes de protection obligatoire pour l'usage des tronçonneuses débroussailleuses et meuleuses.
 - Port du casque obligatoire en cas d'usage d'un compresseur.
 - Port de gants, d'un tablier et de lunettes de protection lors de l'utilisation d'acide chlorhydrique.

Lors des chantiers, le balisage et la fermeture au public des allées concernées sont obligatoires.

13.4 - Conformément aux instructions ci-dessus, chaque salarié doit prendre soin, en fonction de sa formation (et notamment de la formation de sécurité à la charge de l'employeur) et selon ses possibilités, de sa sécurité et de sa santé et de celles de ses collègues de travail.

13.5 - Il est interdit de fumer dans tous les locaux fermés et publics.

13.6 - Il est interdit de manipuler les matériels de secours (extincteurs, brancards ...) en dehors de leur utilisation normale et d'en rendre l'accès difficile.

13.7 - Il est interdit de neutraliser tout dispositif de sécurité.

13.8 - Les opérations de manutention sont réservées au personnel habilité.

13.9 - Tout accident, même léger, survenu au cours du travail (ou du trajet) doit être porté à la connaissance de l'employeur le plus rapidement possible ou au plus tard dans les 24 heures, sauf force majeure, impossibilité absolue ou motif légitime.

13.10 - Lorsque la santé et la sécurité paraissent compromises, les salariés peuvent être appelés à participer aux rétablissements de conditions de travail protégeant la sécurité et la santé dans les conditions ci-après :

En cas de fuite d'animal dangereux, d'incendie ou autres accidents graves les salariés sont tenus d'assurer la sécurité du public en respectant le protocole général d'Urgence

13.11 - En application des dispositions légales en vigueur, le personnel est tenu de se soumettre aux visites médicales obligatoires périodiques ainsi qu'aux visites d'embauche et de reprise.

13.12 - Le refus du salarié de se soumettre aux prescriptions relatives à la sécurité et aux visites médicales peut entraîner l'une des sanctions prévues à l'article 10 du présent règlement.

V - ENTREE EN VIGUEUR ET MODIFICATION DU REGLEMENT

ARTICLE 14 - Date d'entrée en vigueur

14.1 - Ce règlement entre en vigueur le

Il a été préalablement affiché conformément aux dispositions du Code du Travail et déposé au Secrétariat du Conseil des Prud'hommes.

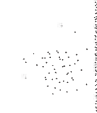
14.2 - Conformément à l'article L.122-36 du code du travail, ce règlement a été soumis aux membres du Comité d'Entreprise (ou à défaut aux Délégués du Personnel) et pour les matières relevant de sa compétence, aux membres du comité d'Hygiène, de Sécurité et Conditions de Travail. Les avis émis par ces institutions ont été adressés à l'Inspecteur du Travail en même temps qu'un exemplaire de ce règlement.

ARTICLE 15 - Modifications ultérieures

15.1 - Toute modification ultérieure ou tout retrait de clause de règlement serait, conformément au Code du Travail, soumis à la même procédure, étant entendu que toute clause de règlement qui deviendrait contraire aux dispositions légales, réglementaires ou conventionnelles applicables à l'entreprise du fait de l'évolution de ces dernières serait nulle de plein droit.

Fait à _____, le _____

Pierre & François GAY, Directeurs



PLAN DE L'AMENAGEMENT INTERIEUR

Fin des Travaux : 2011/2012

14 poteaux périphériques

1/500^e



BIOPARC ZOO de DOUE
FGAY 2008/2009

Piliers rocheux

Ilôt central de visite

Espace réservé aux animaux

Alignement des 6 poteaux centraux

Perchoirs

Snack bar

Tunnel

Cascades

Territoire des manchots

Pont

Belvédère

Plantations

Tunnel

Tunnel d'entrée et de sortie des visiteurs

Vu pour être annexé
à l'annexe

en date du 8 JUIL. 2011

ANGERS, le 8 JUIL. 2011

Le Préfet,

Pour le préfet et par délégation
l'adjoint administratif

Brigitte MATHIEN

Protocole Générale d'Urgence
Organisation de la sécurité Au Zoo de Doué

Fondements :

- 3 équipes ayant des fonctions différentes et sous la responsabilité d'un responsable de la sécurité.
- Une communication interne par Talkie-walkie et externe par téléphone.

Equipe et fonction :

Tout passe par la communication.

La première chose à faire lorsqu'on est témoin d'un incident est de prévenir un des responsables de sécurité sur site.

Les animaliers et agents techniques forment les deux premières équipes :

- l'une est en charge de la gestion de l'incident (évasion d'animaux, feu, accident grave,...) : *il s'agit du témoin de l'incident et des personnes que le responsable aura juger bon d'adjoindre.*
- L'autre est en charge de la gestion du public (évacuer le public de la zone dangereuse, faciliter l'accès des secours). *Cette équipe est formée par le responsable.*

Le personnel de l'accueil -Boutique forme la troisième équipe :

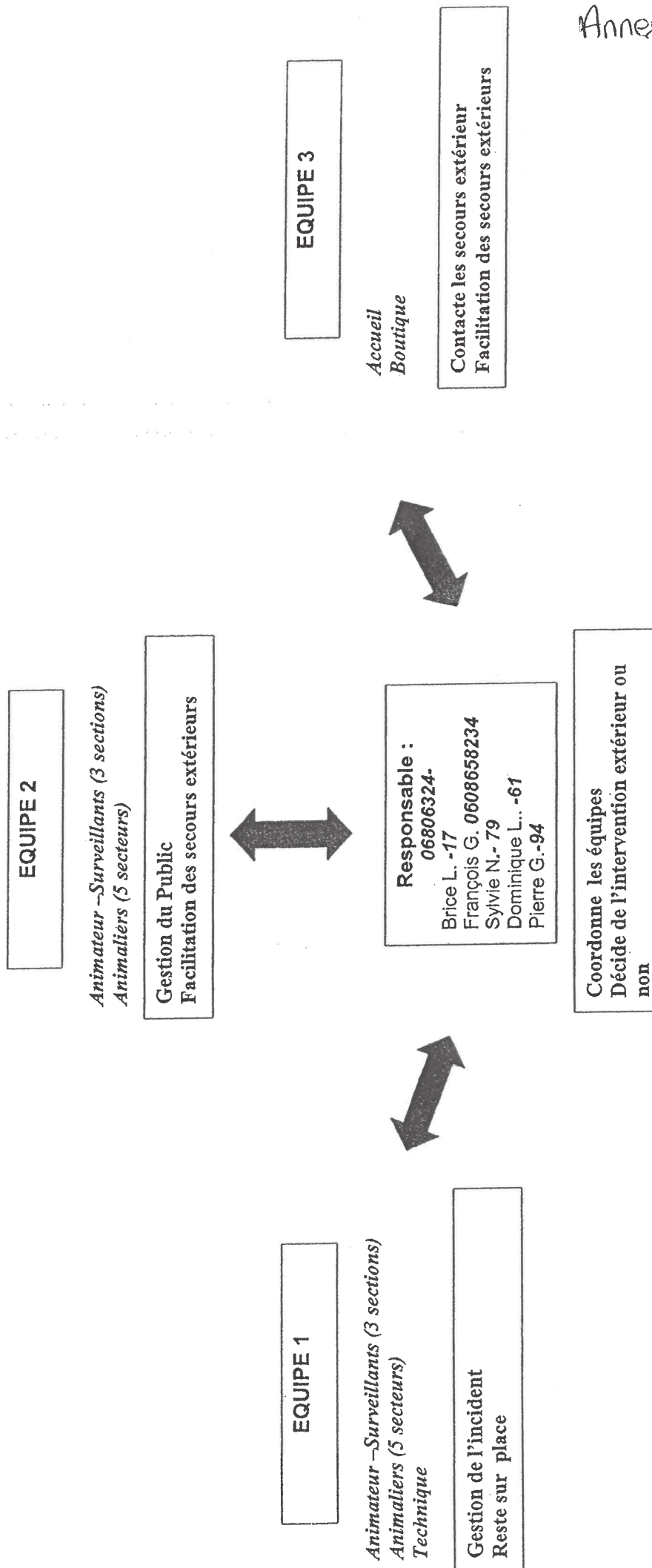
- sous la demande du responsable elle est en charge de rentrer en contact avec les services de secours extérieur au Zoo.

Conclusion

En Sécurité :

Pas de prise d'initiative,
Prévenir et respecter les décisions du responsable,
Le système de communication (T-W) doit être fonctionnel

Protocole Générale d'Urgence **Organisation de la sécurité Au Zoo de Doué**



Protocole Générale d'Urgence
Organisation de la sécurité Au Zoo de Doué

Fiche Technique
Equipe 1 Animalier / Technique

Qui ?

Tout le personnel animalier et technique
Au minimum le responsable et le témoin de l'incident.
L'après-midi le surveillant de la section où a lieu l'incident
C'est le responsable qui constitue son équipe en fonction de la disponibilité et des compétences de chacun

Quoi ?

1/Prévient un responsable
2/Gestion de l'incident : action en fonction de l'incident (personne touchée, évocation d'animaux, incendie,...) sous la coordination du responsable. Ne peut pas quitter les lieux de l'incident, notamment s'il y a une personne blessée.

Comment ?

Fonction des incidents : cf protocoles spécifiques
La communication est essentielle : il faut vérifier que le Talkie-walkie fonctionne et que l'on peut être joint
Les initiatives ne peuvent être prises qu'en cas qu'extrême urgence sinon attendre les instructions du responsable

Protocole Générale d'Urgence
Organisation de la sécurité Au Zoo de Doué

Fiche Technique
Equipe 2 Animalier

Qui ?

Tout le personnel animalier.

Au minimum un animalier ou un surveillant d'une section autre que celle où a eu lieu l'incident.

C'est le responsable qui constitue son équipe en fonction de la disponibilité et des compétences de chacun.

Quoi ?

Gestion du public autour du lieu de l'incident :

Simple mise à distance ou évacuation par les issues de secours sous la coordination du responsable. Ne doit se concentrer que sur le public. Calme et fermeté.

Comment ?

Fonction des incidents : cf protocoles spécifiques

La communication est essentielle : il faut vérifier que le Talkie-walkie fonctionne et que l'on peut être joint

Les initiatives ne peuvent être prises qu'en cas qu'extrême urgence sinon attendre les instructions du responsable.

Les Accès de secours ou Sortie de secours du Zoo

N°1 : Entrée de l'accueil du Zoo

N°2 : Portail de l'allée des Girafes

N°3 : Portail de l'allée des Varis-Ours

N°4 : Portail des Rhinos Hippo

lieu de sortie

rue de Cholet

rue de Cholet

bvd Dr Lionet

route de la levée

Protocole Générale d'Urgence
Organisation de la sécurité Au Zoo de Doué

Fiche Technique
Equipe 3 Accueil-Boutique

Qui ?

Tout le personnel de l'accueil et de la boutique doit pouvoir agir.
La personne qui a le Talkie-walkie sur elle.

Quoi ?

Contacte les secours extérieurs : médecins, pompiers, Samu, gendarmerie, autre ... seulement si le responsable le lui demande.

NB : une action coordonnée est plus efficace qu'une action précipitée : lorsqu'il s'agit d'urgence parfois vitale c'est d'autant plus important

Facilite l'accès des secours au Zoo, peut être amener à les accompagner jusqu'au lieu d'incident.

Comment ?

Réception de la demande de la part d'un responsable par le Talkie-walkie.
Envoi de la demande par téléphone.

NB : ces deux outils doivent donc fonctionner correctement et leur utilisation maîtrisée.

Les Accès de secours ou Sortie de secours du Zoo	lieu de sortie
N°1 : Entrée de l'accueil du Zoo	rue de Cholet
N°2 : Portail de l'allée des Girafes	rue de Cholet
N°3 : Portail de l'allée des Varis-Ours	bvd Dr Lionet
N°4 : Portail des Rhinos Hippo	route de la levée

Les Numéros d'Urgence		
Urgence Grave	International :	112
	SAMU :	15
	POMPIERS :	18
	GENDARMERIE :	17
Médecins	Dr Cesbron/ Porcher/ Patty :	0241592708
	Maison Médicale :	0241592002
	Urgence CHU Saumur :	0241533030

Les Numéros des responsables du Zoo de Doué		
Nom	Fonction	Numéro de Tel
Gay Pierre	Directeur Général	0680632494
Gay François	Directeur d'exploitation	0608658234/
Lefaux Brice	Directeur Scientifique	0680632417/ 0241386610
Negret Sylvie	Responsable animalière	0680632479
Lamy Dominique	Responsable Technique	0680632461

Protocole Générale d'Urgence
Organisation de la sécurité Au Bioparc

Fiche Technique
Incendie

Appliquer le PGU

Code Rouge

Actions

1/Prévenir un responsable, l'accueil, un SST.

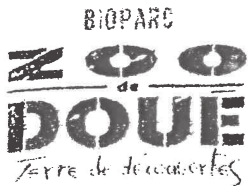
2/ Prévenir les sapeurs-pompiers même sur un départ de feu bénin : faire le 18.

3/Gestion de l'incident :

- Ecarter le public,
- Déclencher l'évacuation du Public par section ou du zoo selon la zone atteinte, Suivre le Plan d'évacuation.
- Attaquer le feu avec les extincteurs adéquats.

Moyens

- La communication est essentielle : il faut vérifier que le Talkie-walkie fonctionne et que l'on peut être joint
- Les initiatives ne peuvent être prises qu'en cas qu'extrême urgence sinon attendre les instructions du responsable,
- Message micro pour l'évacuation



Protocole Générale d'Urgence
Organisation de la sécurité Au Bioparc

Fiche Technique
Evasion animaux catégorie A et B

Appliquer le PGU

Code Rouge

Actions

- 1/Prévenir un responsable, l'accueil, un SST.
- 2/ Prévenir les sapeurs-pompiers et gendarmerie.
- 3/Gestion de l'incident :
 - Ecarter le public,
 - Déclencher l'évacuation du Public par section ou du zoo selon la zone atteinte, Suivre le Plan d'évacuation.
- 4/ Mise en place de l'équipe d'abattage et de capture.
- 5/ Recherche en véhicule si possible ou par binôme de l'animal évadé.
- 6/ Cantonnement si possible.
- 7/ Abattage si catégorie A et si humain en danger catégorie B.
- 8/ Capturer si catégorie B et pas d'humains en danger.

Moyens

- La communication est essentielle : il faut vérifier que le Talkie-walkie fonctionne et que l'on peut être joint
- Les initiatives ne peuvent être prises qu'en cas qu'extrême urgence sinon attendre les instructions du responsable,
- Message micro pour l'évacuation

Protocole Générale d'Urgence
Organisation de la sécurité Au Bioparc

Fiche Technique
Evasion animaux catégorie C

Appliquer le PGU

Actions

1/Prévenir un responsable, l'accueil, un SST.

2/Gestion de l'incident :

- Ecarter le public,
- Déclencher l'évacuation du Public par section si nécessaire

3/ Mise en place de l'équipe d de capture.

4/ Capture.

Moyens

- La communication est essentielle : il faut vérifier que le Talkie-walkie fonctionne et que l'on peut être joint
- Les initiatives ne peuvent être prises qu'en cas qu'extrême urgence sinon attendre les instructions du responsable,

Annexe 6 - 818

V. pour être annexé
à l'arrêté
en date du - 8 JUIL. 2011
ANGERS, le - 8 JUIL. 2011
Le Préfet,
Pour le préfet et par délégation
l'adjoint administratif

BM

Brigitte MATHIEN

Accès bâtiment intérieur

Vu pour être annexé
 à l'arrêté
 en date du - 8 JUIL. 2011
 ANGERS, le - 8 JUIL. 2011
 Le Préfet,
 Pour le préfet et par délégation
 l'adjoint administratif

Etape 1 : Vérifier les consignes sur le tableau vestiaire (animaux rentrés).

M

Brigitte MATHIEN

Etape 2 : Vérifier visuellement l'intégrité des clôtures de l'enclos extérieur, la végétation et la présence ou non d'animaux.

Etape 3 : **Entrée dans le bâtiment**

1. Allumer la lumière grâce à l'interrupteur se trouvant à l'extérieur vers la porte.
2. Ouvrir l'œilleton, visualiser le couloir et vérifier l'absence d'animaux dans celui-ci, la bonne fermeture de la porte grillagée.
3. Déverrouiller la première porte en bois et ouvrir la porte.
4. Visualiser de nouveau le couloir par la porte grillagée verrouillée, l'absence d'animaux dans celui-ci, et la bonne fermeture des portes des loges.
5. Déverrouiller la porte grillagée, ouvrir la porte, entrer dans le couloir et fermer la porte grillagée derrière soi.

Etape 4 : **Contrôle sécurité**

1. Allumer les autres éclairages pour voir à l'intérieur des loges.
2. Vérifier que les animaux sont tous dans leurs loges ; compter et contrôler les animaux ;
3. vérifier que les trappes sont bien verrouillées et que tous les verrous des portes soient fermés et cadénassés,
4. vérifier l'intégrité des éléments de sécurités.

Accès et travail en enclos extérieur

Etape 1 : Réaliser le PSS-Lion 1

Etape 2 : Sécurité trappe extérieure

1. Ouvrir la porte du local technique, vérifier que la **sécurité rouge** (tige rouge) soit enclenchée.
2. Fermer le **cadenas rouge** sur la **sécurité rouge** et garder la clef sur soi.
3. Débrancher la clôture électrique,
4. Fermer la porte du local technique.

Etape 3 : Sortie du bâtiment

1. Sortir du bâtiment en ouvrant la porte grillagée et la verrouiller derrière soi.
2. Fermer la porte en bois et la verrouiller derrière soi.

Etape 4 : Entrée dans enclos extérieur

1. Pénétrer dans le SAS en ouvrant les deux cadenas.
2. Refermer la porte du SAS derrière soi en fermant un verrou.

Etape 5 : Travail en enclos extérieur

1. Pénétrer dans l'enclos en ouvrant les deux cadenas et laisser la porte de l'enclos ouverte derrière soi.
2. Vérifier les clôtures électriques.
3. Vérifier et tailler la végétation si besoin.
4. Contrôler les agrès.
5. Nettoyer et préparer l'enclos (enrichissement, nourriture, abreuvoir), faire les vitres. Contrôler visuellement le bon état des éléments de sécurité (grillage, semelle béton, vitres).

Etape 6 : Contrôle sécurité (hebdomadaire, non systématique)

1. Appeler le responsable animalier ou son homologue pour qu'il contrôle à son tour l'intégrité des systèmes de sécurité.

Etape 7 : Sortie de l'enclos

1. Vérifier que toute personne soit sortie de l'enclos (responsable, équipe technique).
2. Ressortir de l'enclos et refermer les deux cadenas de la porte de l'enclos derrière soi. Sortir du SAS et refermer les deux cadenas de la porte du SAS derrière soi.

Etape 8 : Déverrouillage sécurité

1. Refaire étape 1 et 2 de début de procédure.
2. Ouvrir la porte du local technique, rebrancher la clôture électrique et déverrouiller le **cadenas rouge**.

Sortie des animaux et travail en bâtiment intérieur

Etape 1 : Réaliser le PSS-Lion 1

Etape 2 : Déverrouillage de la sécurité de trappe extérieure

1. Ouvrir la porte du local technique, et déverrouiller le **cadenas rouge**.
2. Désenclencher la sécurité rouge et Ouvrir la **trappe rouge**.

Etape 3 : Manipulation trappe de loge

1. Désenclencher les sécurités correspondantes aux trappes (code couleur) et ouvrir la trappe en actionnant le câble correspondant (code couleur).
2. Refermer la trappe après la sortie de l'animal dans le couloir, enclencher la sécurité. (Sortir les femelles d'abord et le mâle ensuite).

Etape 4 : Verrouillage de la sécurité de trappe extérieure

1. Fermer la **trappe rouge** après s'être assuré que tous les animaux soient sortis du couloir.
2. Réenclencher la **sécurité rouge** et fermer le **cadenas rouge**.
3. Refermer la porte du local technique et éteindre les éclairages des loges.

Etape 5 : Entrée & Travail dans les loges

1. Pénétrer dans la loge 1, 2, 3. Vérifier les éléments de sécurité (trappes, portes, grillage).
2. Nettoyer et préparer la loge.

Etape 6 : Sortie des loges

1. Sortir des loges et refermer les portes des loges 1, 2, 3 derrière soi.
2. Verrouiller les cadenas.
3. Refermer la porte du local technique et éteindre les éclairages des loges.

Etape 7 : Sortie du bâtiment

1. Sortir du bâtiment en ouvrant la porte grillagée et la verrouiller derrière soi.
2. Fermer la porte en bois et la verrouiller derrière soi.

Etape 4bis : Accès libre au bâtiment (En hiver, cause particulière)

1. Enclencher la **sécurité rouge** sous la **trappe rouge** (en position ouverte) et fermer le **cadenas rouge**.
2. Les étapes 5 et 6 ne sont pas possibles dans ce cas.

Ne jamais laisser l'accès libre au bâtiment, aux animaux, tant que le bâtiment n'est pas nettoyé.

Rentrée des animaux et nourrissage

Etape 1 : Réaliser le PSS-Lion 1

Etape 2 : Déverrouillage de la sécurité de trappe extérieure

1. Ouvrir la porte du local technique, et déverrouiller le **cadenas rouge**.
2. Désenclencher la sécurité rouge et Ouvrir la **trappe rouge**.

Etape 3 : Rentrée des animaux dans le couloir

1. Fermer la **trappe rouge** après s'être assuré que tous les animaux soient rentrés dans le couloir.
2. Réenclencher la **sécurité rouge** et fermer le **cadenas rouge**. Fermer la porte du local technique.

Etape 4 : Rentrée des animaux dans leurs loges

1. Désenclencher les sécurités correspondantes aux trappes (code couleur) et ouvrir la trappe en actionnant le câble correspondant (code couleur).
2. Refermer la trappe après l'entrée de l'animal dans la loge, enclencher la sécurité.

Etape 5 : Distribution de nourriture

1. Distribuer les rations dans chaque tiroir, déverrouiller les tiroirs et les basculer un à un.
2. Eteindre les éclairages des loges.

Etape 7 : Sortie du bâtiment

1. Sortir du bâtiment en ouvrant la porte grillagée et la verrouiller derrière soi.
2. Fermer la porte en bois et la verrouiller derrière soi.

Procédures à suivre pour les Carnivores de catégorie A

Catégorie : animaux dangereux

Protocole si évasion : abattage

Habilitation :

Sont habilités à réaliser ces procédures : Soigneurs animaliers, Polyvalents et responsables sécurité.

Ne sont pas habilités à réaliser ses procédures : Stagiaires, personnel autres (technique...)

Toutefois les stagiaires et le personnel technique peuvent pénétrer dans les locaux une fois les procédures effectuées par les personnes habilitées.

Principe général de fonctionnement des procédures :

Chaque personne en charge de cette espèce doit respecter strictement, point par point, les procédures ci-dessous décrites.

Si un événement lié au matériel, aux animaux ou au personnel, empêche de réaliser le bon déroulement des procédures ci-dessous décrites :

- 1- Stopper la procédure
- 2- Revenir en arrière en refermant toutes les portes.
- 3- PREVENIR UN RESPONSABLE

PSS-Training

Rhinocéros

Protocole de sécurité pour le "medical training" d'animaux

Vu pour être annexé
à l'arrêté
en date du - 8 JUIL. 2011
ANGERS, le - 8 JUIL. 2011
Le Préfet,
Pour le préfet et par délégation
l'adjoint administratif

Personnes habilitées:

- ◆ Les soigneurs formés travaillant régulièrement avec les rhinocéros
 - ◆ Les chefs animaliers formés
 - ◆ Le vétérinaire formé
- La formation s'effectue en interne et dans d'autres structures expérimentées

(M)
Brigitte MATHIEN

1^{er} : Le protocole ne peut être débuté que si:

- 1/ l'animal cible est à l'intérieur dans un enclos fermé
- 2/ les systèmes de fermeture du boxe sont en position fermés et vérifiés
- 3/ l'animal ne présente pas de stress visible qui ne soit pas explicable
- 4/ le "trainer" est en parfaite possession de ses moyens (consommation de drogues, médicaments altérant l'état de vigilance et alcool interdites (cf règlement intérieur))

2nd : Le protocole se déroule

- 1/ toujours en présence d'une tierce personne pouvant intervenir en cas d'urgence
- 2/ le contact se fait à travers les poteaux
- 3/ les espaces entre les poteaux doivent toujours être dégagés
- 4/ il faut suivre les "entraînements" comme ils ont été établis au préalable.

Protocole d'encadrement du Public

Annexe 9

V. pour être annexé
à l'arrêté

en date du - 8 JUIL. 2011

ANGERS, le - 8 JUIL. 2011

Le Préfet,

1/ Tout animalier et responsable de sécurité est responsable de la surveillance des visiteurs dans sa zone de travail.
Pour le préfet et par délégation
l'adjoint administratif

2/ Chaque animalier et responsable de sécurité doit être muni d'un talkie Walkie, fonctionnant correctement, permettant de communiquer avec ses collègues et de prévenir son responsable de sécurité. *BM*

Brigitte MATHIEN

3/ En Répartition au cours de la journée, les visiteurs sont encadrés comme suit :

3.1/ Ouverture-12H00 :

- Au moins un des responsables de sécurité fait le tour complet des allées de visite,
- Il s'assure que aucun danger nouveau n'est apparu depuis la veille,
- Chaque animalier est responsable de la surveillance des visiteurs dans sa zone de travail.

3.2/ 12H00-14H00 :

- Un animalier polyvalent est surveillant et fait le tour des allées de visites plusieurs fois en surveillant visiteurs et infrastructures.

3.3/ 14H00 -fermeture :

- De 2 à 3 animaliers polyvalents (selon affluence) sont surveillant et sont assignés à la surveillance par ronde d'une des 3 sections du Zoo :

- Bas
- Côté Rhino
- Côté ours

- Au moins un responsable de sécurité est présent en permanence.

3.4/ Le Week end et Jours fériés :

- La même organisation de travail est respectée par mes animaliers polyvalents
- Deux responsables de sécurité sont mobilisés
 - en cas de faible affluence : l'un est sur site et l'autre est en astreinte à son domicile
 - en cas de forte affluence : les deux sont sur site.

4/ Les surveillants doivent s'assurer du respect du règlement intérieur par les visiteurs. Il peut être fait appel au responsable de sécurité qui pendra les mesures nécessaires (appel aux forces de l'ordre)

5/ Si un visiteur est blessé ou présente un malaise, et si ce dernier peut être transporté, ils sera conduit au local de secours le plus proche.

6/ Les premiers soins seront prodigués par les personnes formées.

7/ Si ces soins sont particuliers ou nécessite une évacuation le responsable de sécurité doit être prévenu en tout premier lieu.

8/ Suivre le PGU si nécessaire.

9/ Chaque animalier surveillant note dans le cahier de suivi des sections les problèmes rencontrés et les solutions trouvées.

PLAN D'INTERVENTION

BIOPARC

DOUÉ
Terre de découvertes

RUE DE CHOLET
49 DOUE LA FONTAINE



SORTIE DE SECOURS N°3

SORTIE DE SECOURS N°2

SORTIE DE SECOURS N°1

Rue de Cholet

CONSIGNES INCENDIE

SECURITY INSTRUCTIONS

En cas d'incendie
gardez votre calme
prenez le : 18 ou 112
Ou les employés du Parc
In the event of a fire stay
in the event of a fire stay
for the fire brigade
Or when a park employee
Or the reception
Si possible ATTAQUEZ
la base au moyen des
extincteurs à la base
des flammes.
Ne prenez pas de risque
inutile.
If possible ATTACK
the fire with extinguishing
appliances available.
Do not take any
unnecessary risk.



IN 1755 - COURSEUR PLAN: 08 10 13 4685 - 004

ANNEXE 10



LEGENDA

- Sortie d'urgence
- Chemins d'évacuation
- Libérez (en cas)
- Arbre pourpiers
- Local de secours
- Tunnel
- Ascenseur

A l'audition d'un des signaux d'évacuation ou sur ordre d'un responsable du parc. Evacuez le bâtiment / area. When you hear one of the signals or when you are ordered by a member of staff. Dirigez vous sans précipitation et en ordre vers la sortie. No reversion, jamals en arrière. Walk an orderly manner towards the nearest exit point. Never turn back.

N'utilisez pas l'ascenseur, ni le monte-charge. Do not use the lift or goods lift.

A la sortie du parc, contrôlez que toutes les personnes s'écourent paisiblement du site. Do not leave the park without checking that all the people are leaving peacefully. Indiquez votre position au moment de l'évacuation. Upon exit of the park, make sure that all your accompanying people are present and if not warn a member of staff. Indicate your position, when you evacuate.

pour être annexé
à l'annexe

en date du - 8 JUL. 2011
ANGERS, le - 8 JUL. 2011

le Préfet
Pour le préfet et par délégation
l'adjoint administratif

Attention : Tirage réduit
...Taille réelle des panneaux : 61 cm X 42 cm

Estimation de l'azote organique épandu par M. Bardet

Origine du fumier	Quantité après stockage (diminuée au minimum d'1/3) en m ³	Poids 1 m ³ =750 kg en T	Teneur en Azote organique En Kg
Exploitation	120	90	900
Zoo de Doué	80	60	720
Total	160	120	1620

NB : Valeurs utilisées pour le calcul de la teneur en Azote organique (source : INRA-ITCF-IE-CRA Bretagne-Pays de Loire) : Valeur fumier bovin :

- Pour l'exploitation : 10kg/T ;
- Pour le parc zoologique : 12kg/T (valeur moyenne supérieure)

Parcelles épandues :

Section	Parcelles	Lieu dit	Taille (ha)
ZS	291	Le cormier	0.68
	9	Les masseaux	1.92
ZW	559	Les ruettes	1.26
	571	Les chirons	1.82
	590	Gerbault	6.12
	65		0.64
	64		0.83
ZT	285	Les bossons	0.8
	72	Charotins	1.6
ZR	85	La butte à lorin	1.96
	81	La haie georgine	2.64
	84		2.32
	232	Le bas des courtes quenouilles	0.72
	247	La clef	0.88
	249		1.32
	251		1.104
	253		2.8
	10		Champs des hameaux
	15		2.2
	198	Le chillou godin	0.8
ZV	68	Les perrières	1.8
	59		1.45
TOTAL			38.05

Sur les 38.05 ha épandus, 1620kg d'Azote = 42kg/ha d'azote organique, ce qui est en deçà des valeurs maximales autorisées.

Vu pour être annexé
à l'arrêté
en date du - 8 JUIL. 2011
ANGERS, le - 8 JUIL. 2011
Le Préfet,

Pour le préfet et par délégation
l'adjoint administratif

BM

Brigitte MATHIEN

Contrat de don de fumier issu d'élevage

Passé entre :

M. Bardet Christian
Agriculteur
49700 Doué-la-fontaine

et :

Zoo de DOUE
S.N.C. GAY père et fils
103 rue de Cholet
49700 Doué-la-fontaine

1/ Le zoo de Doué s'engage à donner à titre gratuit le fumier exclusivement issu de l'élevage des animaux présents dans le parc zoologique.

2/ M. Bardet s'engage à récolter ce fumier tous les quatre mois et à ne l'utiliser que sur des parcelles non maraîchères.

Signature des contractants et date :

1^{er} janvier 2000
Bardet ch.

P/ M. GAY Pierre
Dr vet. Brice LEFAUX
Directeur Adjoint.
de 1^{er} janvier 2000

PARC ZOOLOGIQUE
BP-105 - 49700 DOUÉ-LA-FONTAINE
TÉL. 02 41 59 18 58
FAX 02 41 59 25 86



SIRET : FR 329 702 708 00010 CODE 927 C

S.N.C. GAY Père & Fils
PARC ZOOLOGIQUE
49700 DOUÉ-LA-FONTAINE

Vu pour être annexé
à l'arrêté
en date du - 8 JUIL. 2011
ANGERS, le - 8 JUIL. 2011
Le Préfet,

Annexe 12

Pour le préfet et par délégation,
l'adjoint administratif

M

Brigitte MATHIEN

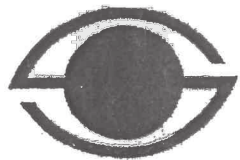
Protocole de maîtrise de la végétation

1/ Dans les enclos d'animaux :

- La végétation est surveillée quotidiennement par les animaliers
- En cas d'intervention dans l'enclos d'animaux dangereux, l'animalier appliquer le PSS correspondant avant l'entrée de tout personnel technique.
- Une fois l'entretien des végétaux réalisé, l'animalier doit s'assurer de la sortie définitive du personnel technique et de la bonne fermeture des systèmes de sécurité avant de lâcher les animaux.

2/ Dans le parc:

- Lors des tours de sécurité, les responsables de sécurité évaluent les risques selon l'état de la végétation (pont végétal, branche cassée, arbre déraciné,...) et mettent en place les mesures adéquates.
- La végétation est entretenue partout au moins une fois par an.
- la végétation, en pied et sur les grillages des animaux dangereux, est enlevé tous les hivers
- la végétation en haut de falaise est entretenue tous les hivers.


SOCOTEC

Agence Equipements Maine-Anjou
122, Rue du château d'Orgemont
B.P. 50206
49002 ANGERS CEDEX 01
Tel : 02.41.68.67.16
Fax : 02.41.68.60.74

Dossier : TH6761/1

Vu pour être annexé
à l'arrêté
en date du - 8 JUIL 2011
ANGERS, le - 8 JUIL 2011
Le Préfet,
Pour le préfet et par délégation
l'adjoint administratif

BM

Brigitte MATHIEN

Le présent document est un extrait des observations mentionnées dans le rapport d'inspection des installations électriques n° 91660/09/1912.

Ce document, destiné à faciliter l'exploitation du rapport précité, ne se substitue pas à ce dernier.

Nous avons classé les observations selon deux critères :

- la priorité de la mise en conformité
- la rubrique réglementaire la caractérisant.

Vous trouverez sur la page suivante les représentations graphiques de ces classements.

Pour ce qui concerne la priorité d'intervention, il s'agit d'une priorité théorique proposée par SOCOTEC. Il appartient au chef d'établissement de l'adapter en fonction des risques particuliers liés à l'exploitation des installations.

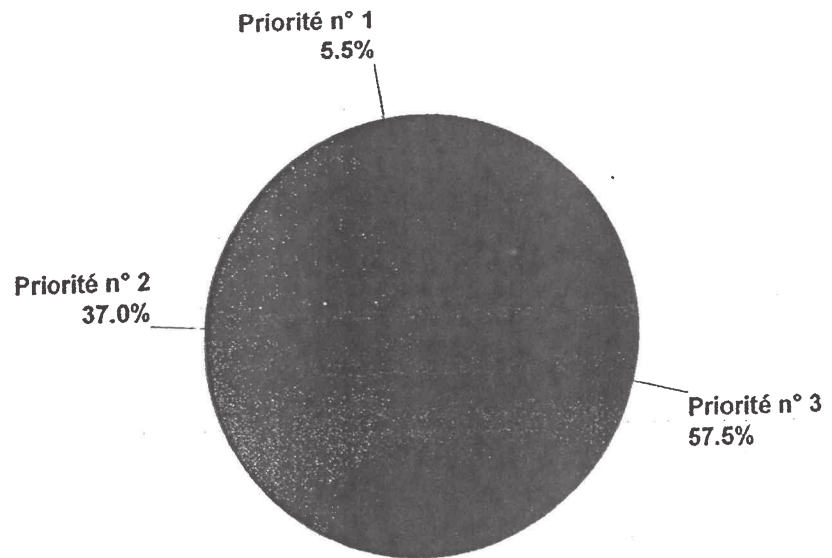
**EXTRAIT DU RAPPORT D'INSPECTION DES
INSTALLATIONS ELECTRIQUES
N° 91660/09/1912**

PARC ZOOLOGIQUE
103 RUE DE CHOLET
49700 DOUE LA FONTAINE

Date de vérification : 28/04/2009
Vérificateur : BOURIGAUD OLIVIER

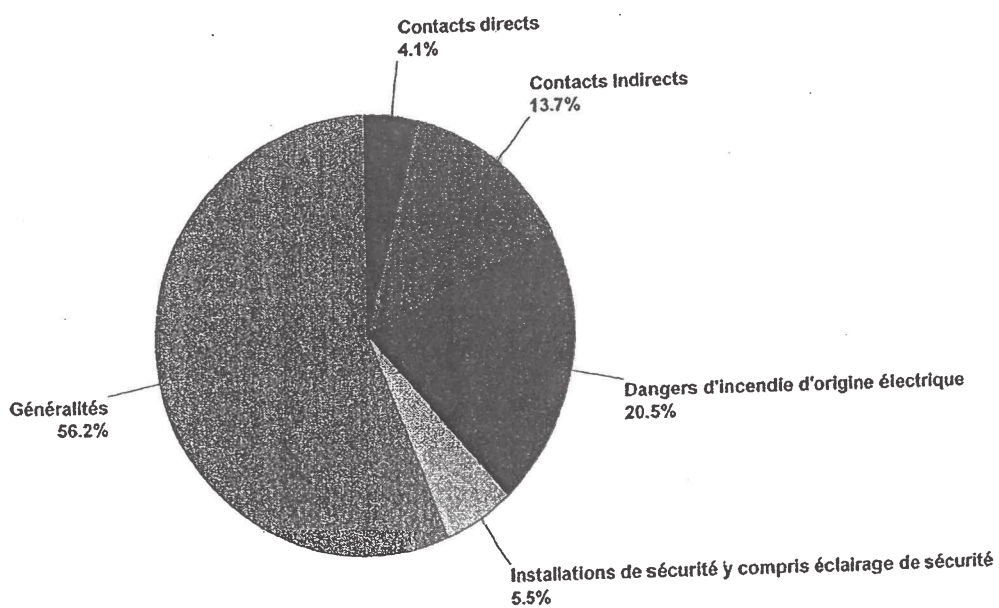
Répartition par priorités

Priorité	Nombre
Priorité n° 1	4
Priorité n° 2	27
Priorité n° 3	42




Répartition par rubriques d'observation

Rubrique d'observation	Nombre
Contacts directs	3
Contacts Indirects	10
Dangers d'incendie d'origine électrique	15
Installations de sécurité y compris éclairage de sécurité	4
Généralités	41



Annexe 14 - 112

 SOCOTEC	COMPTE RENDU DE VERIFICATION PERIODIQUE	Q 18
	PRÉVU A LA CLAUSE N° 27 A DU TRAITE D'ASSURANCE - INCENDIE - RISQUES D'ENTREPRISES	ex N18
DOMAINE 18	INSTALLATIONS ELECTRIQUES	FEVRIER 2005

Nous soussignés vérificateur ou organisme vérificateur agréé " Assurance " pour ce domaine, sous le n° 05218 pour être annexé à l'arrêté en date du - 8 JUIL. 2011 ANGERS, le - 8 JUIL. 2011 Le Préfet,

déclarons

> avoir reçu de l'exploitant, le zonage des risques d'explosion : ☐ Oui / ☒ Non

> avoir procédé, le 27/04/2009, dans l'établissement ci-dessous désigné et selon le protocole APSAD établi avec les organismes vérificateurs certifiés pour la vérification des installations électriques à la vérification annuelle

☒ exhaustive de la totalité des installations électriques du risque désigné ci-dessous.
☐ partielle des installations électriques du risque désigné ci-dessous,

→ : Lieux non visités, en préciser les raisons :

Cette vérification a donné lieu à l'établissement d'un ou plusieurs rapports détaillés remis à l'assuré.

> que l'installation électrique ☒ peut entraîner des dangers d'incendie ou d'explosion présentés en page 2.
☐ ne peut pas entraîner de danger d'incendie ou d'explosion.

Type de vérification : ☐ vérification initiale ☒ vérification périodique annuelle
☐ première vérification (dans le cas où la vérification précédente n'a pas été effectuée par le même vérificateur ou organisme vérificateur)

Nom de l'utilisateur (ou raison sociale) : PARC ZOOLOGIQUE
103 RUE DE CHOLET
49700 DOUE LA FONTAINE

Nature de l'activité : parc zoologique

Lorsqu'il y a plusieurs bâtiments, préciser la référence du (des) bâtiment(s) concerné(s) :


La précédente vérification a eu lieu le : 12/02/2008

A toutes fins utiles, il est rappelé ci-après l'extrait de la clause d'assurance 27 A relative aux installations électriques :

L'assuré s'engage à :

- 1 - fournir au vérificateur ou à l'organisme vérificateur toutes informations concernant l'existence et la délimitation des emplacements, zones ou locaux présentant des dangers particuliers d'incendie ou d'explosion ;
- 2 - communiquer à l'assureur un exemplaire du compte rendu de vérification périodique Q18 et ce, dans un délai qui n'excèdera pas 15 jours à compter de la date d'envoi du compte-rendu de vérification périodique par le vérificateur si ce document, contrairement à celui précédemment établi, signale que l'installation présente des dangers d'incendie ou d'explosion ;
- 3 - fournir à l'assureur, à sa demande, un exemplaire du rapport annuel de vérification, dans son intégralité ;
- 4 - prendre connaissance du rapport annuel de vérification et du compte-rendu de vérification périodique d'installations électriques afin de remédier aux défauts signalés notamment lorsqu'ils sont susceptibles d'engendrer un incendie ou une explosion.

La vérification a été effectuée par BOURIGAUD OLIVIER
en présence de Monsieur LAMY
A ANGERS le 28/04/2009

Signature et cachet du vérificateur ou de l'organisme vérificateur

SOCOTEC
Les Quadrants - 3, avenue du Centre - Guyancourt
78182 St-Quentin-Yvelines Cedex
Tél. 01 30 12 82 76 - Fax 01 30 12 82 96

Ce compte rendu doit être transmis dans un délai de 1 mois à l'assuré en 2 exemplaires, l'un destiné à son assureur, l'autre conservé par lui sur le site où la vérification a été effectuée. Ce délai est de 2 mois lorsque l'installation ne présente pas de danger d'incendie ou d'explosion.

1 Agrément délivré par le Centre National de Prévention et de Protection (CNPP), Organisme professionnel de l'Assurance - Département CNPP Cert. - BP 2265 - 27950 SAINT MARCEL.

2 Si l'établissement comporte plusieurs bâtiments ou groupes de bâtiments dont les installations électriques sont de qualité différente au regard des dangers particuliers d'incendie ou d'explosion, il convient d'établir un compte-rendu pour chacun de ces bâtiments ou groupes de bâtiments en joignant, le cas échéant, un plan de masse.

3 Par assureur, il faut comprendre société apératrice du risque.

4 L'ensemble compte-rendu de vérification périodique plus rapport réglementaire constitue le rapport annuel de vérification.

RISQUES D'INCENDIE OU D'EXPLOSION

Nom de l'utilisateur (ou raison sociale) : SARL GAY PERE ET FILS

Type de danger(1)	Absence de danger constaté	Danger signalé pour la 1ère fois(2)	Danger déjà signalé
Par rapport à l'environnement :			
1 - Echauffement anormal d'une canalisation électrique et/ou d'un matériel électrique placé(s) à proximité de matières facilement inflammables,	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2 - Absence ou inadaptation des mesures de protection des installations où il est fait usage de plus de 25 litres de diélectrique liquide inflammable situé à proximité de matières facilement inflammables,	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3 - Absence ou inadaptation des dispositifs de protection contre les surintensités des circuits alimentant ou traversant des locaux ou emplacements à risques d'incendie ou d'explosion,	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4 - Isolement insuffisant des circuits alimentant des locaux ou emplacements à risques d'incendie ou d'explosion,	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5 - Inadéquation des matériels ou des canalisations électriques aux influences externes dans les locaux ou emplacements à risques d'incendie,	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
6 - Inadéquation des matériels ou des canalisations électriques aux influences externes dans les locaux ou emplacements à risques d'explosion,	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
7 - Existence de locaux ou emplacements à risques d'incendie ou d'explosion pour lesquels l'installation ne répond à aucune des deux conditions suivantes : - Présence, bonne adaptation, bon fonctionnement du ou des dispositifs assurant la signalisation ou la coupure au 1er défaut d'isolement, - Protection des circuits alimentant ces locaux ou emplacements par dispositifs à courant différentiel résiduel de seuil au plus égal à 300 mA.	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
8 - Existence de protection par parafoudre lorsqu'elle est prescrite :	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Présentés par l'installation :			
9 - Existence en dehors des dangers mentionnés ci-dessus de non conformités ou anomalies pouvant présenter des risques d'incendie ou d'explosion.	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Observations diverses : Le chef d'établissement a déclaré l'absence de zone à risque d'explosion. Local à risque d'incendie : chaufferie.			
1 Pour chacun des types de danger concernés, indiquer à l'aide de croix dans les colonnes de droite s'il y a ou non constat de danger. 2 Dans le cas d'une première vérification, les constats de danger sont mentionnés dans cette colonne.			

EVENEMENTS SURVENUS DEPUIS LA VERIFICATION PRECEDENTE

Modifications de l'installation : Sans objet.

Incidents : Néant.

Dispositions déclarées prises pour améliorer les conditions de sécurité : /

POINTS DE NON CONFORMITE OU ANOMALIES CONSTATES (rappeler le cas échéant, la date à laquelle ils ont été signalés pour la première fois) : Protections contre surintensités inadaptées.

AMELIORATIONS PROPOSEES (ne conditionnant pas la conformité de l'installation) / Rubrique optionnelle : Remplacer les matériels concernés et mettre en place des protections adaptées.

Eléments de sécurité des vitres d'observation et de contention des animaux

Vu pour être annexé
à l'arrêté
en date du - 8 JUIL 2011
ANGERS, le - 8 JUIL 2011
Le Préfet
Pour le préfet et par délégation
l'adjoint administratif

Trois type de vitrages sont utilisés au Bioparc

Espèces	Type de vitrage STADIP	Epaisseur (mm)
Lynx	55.2	10.8
Panthères des Neiges	66.2	12.8
Panthères du Sri Lanka		
Panthères de Perse		
Lion	66.4	19.5
Tigres	66.2	12.8
Loutres géantes		
Guépards		
Reptiles	55.2	10.8
Primates non-humains		

Brigitte MATHIEN

Ils répondent tous à des normes de sécurité concernant la résistance au choc et à la poussée. Ce sont des vitres réalisées par Saint Gobain vitrage, appartenant à la gamme STADIP. Ces données nous ont été fournies par l'entreprise de Charpente-Menuiserie de M. Robert Gaultier, St Hilaire-du-bois (49), fournisseur desdits objets, la graduation de 33.2 à 66.4 est en fonction d'une résistance accrue :

1/ Résistance à la perforation par chute de bille 4.1 kg

classement	Produit STADIP	Hauteur chute en m
1	44.2	1.5
2	66.2	3
3	444.4	6
4	666.4	9

2/ Niveau 1 : protection contre les risques de blessure en cas de bris du vitrage

Le Stadip est utilisé pour la faculté qu'il a :

- de maintenir en place la paroi vitrée en cas de choc,
- de limiter les risques de blessures en cas de bris du vitrage lors de choc accidentel

Produit	Epaisseur	Poids	Dimensions
44.2	8.8	20.8	321*200

Utilisation : Etablissements recevant du public, écoles, crèches.....

3/ Niveau 2 : Protection contre les chutes de personnes

Ce vitrage est utilisé directement sur le vide. Il reste en place en cas de bris, retient le corps en cas de chute accidentelle et répond aux Normes NFP 01-012 et 01-013

Produit	Epaisseur	Poids	Dimensions
33.2	6.8	15.8	321*600
44.2	8.8	20.8	321*200
55.2	10.8	25.8	321*325
66.2	12.8	30.8	321*200

Utilisation : garde-corps, baie sol-plancher, allège....

4/ Niveau 3 : Protection contre le vandalisme

Déjouer une attaque rapide avec des moyens limités (jet de pierre) et conserver le clos sans chute de morceaux de verre

La norme NFP 78 402 définit la procédure de test de résistance et détermine 4 classes de résistance.

Produit	Classe	Epaisseur	Poids	Dimensions
44.2	1	8.8	20.8	Id niveau 2
66.2	2	12.8	30.8	
444.4	3	13.5	31.6	321*200
666.4	4	19.5	46.6	321*240

Utilisation : Vitrines de magasin

5/ Classes de résistance selon la norme expérimentale NFP 78406

Classe	Hauteur de chute (m)	Energie d'impact correspondante (joule)	Nombre d'impacts	Produits
1	1.5	60	3	44.2
2	3	120	3	66.2
3	6	240	3	444.4
4	9	360	3	666.4